

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

EA23625 – 137/2/15

**Comité Technique Spécialisé sur la Finance, les affaires monétaires,
la Planification économique et l'Intégration
4-6 Mars 2019
Yaoundé, Cameroun**

Eco/STC/MAEPI(III)/EXP/9

RAPPORT

I. Introduction

1. L'atelier de renforcement des capacités sur le rôle des marchés de capitaux dans la mobilisation des ressources nationales en Afrique s'est déroulé à Gaborone (Botswana) du 5 au 7 décembre 2018. M. Dossina Yeo, statisticien principal au Département des affaires économiques de la Commission de l'Union africaine a présidé la rencontre.

II. Participation

2. Des représentants des organismes suivants ont participé à la réunion : Commission de l'Union africaine, Association africaine des bourses de valeurs (ASEA), BODIVA, Ambassade du Botswana en Ethiopie, Botswana Stock Exchange Limited, Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), CSD et Registry Company Limited, Bourse de Dar-es-Salaam, Bourse de Douala, Bourse d'Eswatini, Bourse du Ghana, IMARA Capital Securities ; Bourse du Malawi, Nairobi Securities Exchange, Bourse de Namibie, Bourse du Nigeria, Bourse de Khartoum, PAC Capital Limited, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, Bourse égyptienne, Uganda Securities Exchange, Lusaka Securities Exchange et Bourse du Zimbabwe.

III. Adoption du programme de travail

3. The following work programme was adopted by the workshop:

- a) Cérémonie d'ouverture ;
- b) Discussion plénière sur le thème ;
- c) Séances en petits groupes ;
 - Infrastructure et technologie ;
 - Liquidité ; et
 - Intégration régionale.
- d) Rapport des séances en petits groupes ;
- e) Examen du rapport ; et
- f) Séance de clôture

IV. Compte rendu des débats

A. Discours d'ouverture

4. Au cours de la séance d'ouverture, le Directeur général de la Bourse du Botswana a formulé des remarques liminaires, suivies d'un exposé liminaire du représentant de la Commission de l'Union africaine.

5. **Le Directeur général de la Bourse du Botswana, M. Thapelo Tsheole**, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié la CUA d'avoir choisi le Botswana pour accueillir la réunion. Il a souligné le rôle important que les systèmes financiers ont

joué au fil des décennies dans les progrès réalisés dans le monde. Il a également noté que la croissance économique remarquable que l'Afrique a connue ces dernières années ne s'est pas traduite par le développement des marchés de capitaux. Il a souligné que ces marchés étaient indispensables pour stimuler la croissance de l'Afrique du fait de leur rôle dans la création de capitaux et l'allocation efficace de ressources. Il a rappelé que la poursuite des réformes dans le secteur des retraites du continent et l'engagement à créer un environnement réglementaire favorable ont été quelques-uns des principaux facteurs qui ont contribué à libérer la vaste capacité financière institutionnelle de l'Afrique et optimiser les opportunités de croissance à travers le continent.

6. M. Tsheole a en outre souligné qu'il importait que l'Union africaine accorde la priorité au développement des marchés de capitaux afin de relever les défis structurels qui les limitent. En outre, il a souligné comment l'atelier avait l'intention d'identifier les défis et les solutions, et de promouvoir les synergies et le partage des expériences et des meilleures pratiques. Il a noté que le Botswana était honoré par le fait que la Commission de l'Union africaine ait décidé de lancer la série d'ateliers de renforcement des capacités au Botswana et que la CUA soit un partenaire stratégique de l'ASEA dont la Bourse du Botswana fait partie. M. Tsheole a également invité les participants à assister à la 23ème Conférence annuelle de l'ASEA à Kasane, en novembre 2019, sur le thème « Construire des marchés financiers africains résilients ».

7. Au nom de S.E. M. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine, le représentant de la Commission de l'Union africaine, le Dr. Dossina Yeo, a souhaité la bienvenue aux participants à l'atelier de renforcement des capacités sur le rôle des marchés des capitaux dans la mobilisation des ressources nationales. Il a également exprimé sa gratitude au gouvernement et au peuple de la République du Botswana pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé à toutes les délégations depuis leur arrivée dans la magnifique ville de Gaborone. Il a en outre noté que l'atelier était important et opportun dans le contexte du thème du Comité technique spécialisé de l'UA sur les finances, les affaires monétaires et l'intégration concernant la mobilisation des ressources intérieures : lutte contre la corruption et les flux financiers illicites.

8. En outre, le Dr Dossina a indiqué que le montant que l'Afrique peut mobiliser par le biais de sources de financement traditionnelles telles que les recettes fiscales et l'aide publique au développement est bien inférieur aux investissements nécessaires pour parvenir à un développement durable sur le continent. Par conséquent, l'Afrique doit rechercher des sources alternatives viables de financement durable, y compris le développement du marché financier local pour mobiliser les ressources nationales et combler les déficits de financement. Il a souligné que l'atelier offrait une plate-forme pour faire participer les praticiens des marchés de capitaux à la mobilisation des ressources nationales afin de financer le programme de développement du continent. Il a poursuivi que l'Union africaine souhaitait continuer à renforcer les capacités des marchés de capitaux, en vue d'établir un réseau de personnes à l'échelle continentale et propulser le programme continental de création d'une Bourse panafricaine des

valeurs. Enfin, il a remercié tous les participants d'avoir pris le temps, malgré leur calendrier chargé, d'assister à l'atelier.

B. Discussion plénière sur le thème : Rôle des marchés de capitaux dans la mobilisation des ressources intérieures en Afrique

9. La représentante de la CUA, Mme Ndinaye Charumbira a fait un exposé sur le thème de l'atelier ou « le rôle des marchés de capitaux dans la mobilisation des ressources intérieures en Afrique ». Elle a rappelé la décision des chefs d'État et de gouvernement, qui exhortait à la mobilisation des ressources intérieures pour favoriser le développement économique et l'intégration. Elle a souligné qu'au fil des ans, les marchés africains des valeurs mobilières s'étaient développés, mais que la plupart d'entre eux restait peu efficaces en raison de l'insuffisance des infrastructures, du mauvais climat d'investissement, des coûts de transaction élevés, du manque de confiance et du faible nombre d'investisseurs. En outre, elle a mis l'accent sur l'importance de la modernisation des marchés de capitaux en créant un environnement favorable et un climat propice à l'investissement, et en améliorant l'infrastructure et la technologie afin de mobiliser plus efficacement les ressources intérieures. Elle a conclu son exposé par des recommandations visant à améliorer l'efficacité des marchés financiers sur le continent et réaliser l'Agenda 2063 et le Plan de développement durable, notamment par l'amélioration de l'infrastructure et de la technologie avec pour but de faciliter les échanges transfrontaliers, accélérer l'intégration financière, accroître les recettes et créer deux Bourses régionales d'ici 2023.

10. Le Dr Robert Nantchouang de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a présenté les principales conclusions du Rapport 2015 sur les capacités en Afrique (RCA 2015) concernant les impératifs de capacité en vue de la mobilisation des ressources intérieures, obtenues par l'ACBF. Il a présenté ce Rapport en tant que publication phare de l'ACBF. Le RCA vise à mettre en relief les principaux déterminants et composants de la capacité de développement et la façon dont ils peuvent être mesurés. Pour cela, le Rapport dresse la carte du paysage du développement des capacités en Afrique pour mettre davantage l'accent sur les déficits en matière de capacités en tant qu'enjeu majeur de la politique de développement. Il a expliqué que derrière l'évaluation des capacités en Afrique, il y a la volonté de mieux planifier, gérer, mettre en œuvre et rendre compte des résultats des politiques et programmes. Le RCA 2015 souligne la nécessité de mobiliser les ressources internes pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD) et Action 2063. D'une part, les flux financiers externes peuvent être imprévisibles mais ils ont tendance à diminuer avec le temps. D'autre part, il existe en Afrique un potentiel important de ressources inexploitées puisque les recettes fiscales nationales mobilisées augmentent et restent supérieures aux flux financiers extérieurs. En outre, les flux financiers illicites, s'ils sont freinés, peuvent conserver d'importantes ressources pour le développement du continent. Malgré les résultats encourageants, les pays africains sont confrontés à différents défis, les plus importants étant les capacités, qui les empêchent de mobiliser efficacement les ressources intérieures. Par conséquent, en plus des règles, réglementations et renforcement des capacités humaines requises, il est impératif de

renforcer les capacités des principales institutions continentales, régionales et nationales afin d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures, de perfectionner le recouvrement et la gestion des impôts, et de freiner les flux financiers illicites sur le continent. Les principales parties prenantes (gouvernements, secteur privé, société civile, parlements, partenaires) doivent également jouer leur rôle. Enfin, Le Dr Robert Nantchouang a conclu que l'ACBF continuera à produire et à diffuser des résultats de recherches ainsi que des services consultatifs sur le renforcement des capacités liées à la MRI.

11. Les débats ont donné suite à des recommandations ainsi formulées :

- a) Demander aux États membres d'améliorer le climat des affaires et des investissements en mettant en place un cadre macroéconomique sain, un cadre juridique et réglementaire, et des systèmes institutionnels efficaces ;
- b) Exhorter les États membres à harmoniser leurs législations et réglementations afin d'accélérer l'intégration régionale et élargir le marché de manière à mobiliser davantage de fonds pour le développement du continent ;
- c) Demander aux Bourses de moderniser leurs systèmes en investissant dans la promotion de l'infrastructure et de la technologie ;
- d) Exhorter également les bourses de valeurs à renforcer les capacités des fonctionnaires, des parlementaires et des citoyens sur l'importance des marchés financiers ; et
- e) Demander à la CUA, à l'ACBF et à l'ASEA de renforcer la capacité des bourses à mieux mobiliser les ressources sur les marchés locaux.

C. Séances en petits groupes

12. L'atelier a été divisé en trois sous-groupes pour discuter des sous-thèmes suivants : infrastructure et énergie, liquidité et intégration régionale. Voici un résumé des discussions et des recommandations émanant des groupes.

C.1. Infrastructure et technologie

13. Le groupe des infrastructures et de la technologie a identifié plusieurs défis auxquels sont confrontées les bourses de valeurs africaines. Il s'agit notamment du nombre limité d'investisseurs sur le marché boursier et de la méconnaissance du marché boursier par les investisseurs, des délais prolongés de mise en marché, de la conformité au principe « Connaître son client », des transactions non autorisées par les courtiers et du manque de confiance et de transparence des investisseurs. Il a été relevé que l'infrastructure et les progrès technologiques étaient essentiels pour relever la plupart des défis auxquels les Bourses africaines étaient confrontées. Il a été également souligné la nécessité d'adopter les systèmes de services administratifs de courtiers, les Systèmes de négociation automatisés (SNA) et la technologie du dépositaire central de titres (CSD) pour assurer le traitement direct des opérations.

14. Le groupe a toutefois souligné la lenteur de l'assimilation des progrès technologiques dans la plupart des pays africains en raison des coûts d'achat de l'infrastructure et ceux de la maintenance. Il a proposé que les bourses de valeurs en Afrique œuvrent au partage des services, comme à la Bourse namibienne qui utilise le JSE Trading System. La vente de données en tant que ligne de revenu supplémentaire a également été encouragée pour couvrir, en partie, les coûts de maintenance. On a estimé que l'Afrique avait la capacité de développer des systèmes boursiers qui pourraient être offerts à des coûts plus abordables. La Bourse égyptienne a été citée comme ayant développé tous ses systèmes en interne.

Recommandations

15. Les recommandations sur de valeurs à utiliser des plates-formes de négociation mobiles pour promouvoir l'inclusion financière et améliorer l'accès aux marchés ;

- (a) Exhorter les bourses de valeurs à assurer la formation des investisseurs à l'aide de technologies telles que les applications qui simulent les activités boursières au niveau national, et, d'autre part, à cibler les étudiants en tant que futurs investisseurs ;
- (b) Encourager les bourses de valeurs à introduire l'e-IPO avec soumission de la documentation, examen réglementaire et souscription des investisseurs en ligne ;
- (c) Encourager davantage les bourses de valeurs à mettre en place des systèmes centraux de gestion des données pour relier le marché des capitaux aux autres bases de données disponibles, telles que les banques, qui applique déjà le principe « connaître son client » ;
- (d) Appeler les bourses de valeurs à sensibiliser les investisseurs aux processus de négociation et de règlement ; et
- (e) Encourager les bourses de valeurs à introduire des notifications par téléphone mobile aux investisseurs lorsque leurs ordres à la Bourse et/ou un règlement direct en espèces sur les comptes bancaires des clients sont exécutés.

C.2. Liquidité

16. Le groupe de discussion sur le sous-thème des liquidités a souligné leur importance pour assurer la stabilité économique et politique et, par conséquent, attirer les investisseurs étrangers. L'accent a été mis sur les facteurs qui influent sur les liquidités du marché, notamment la pratique des investisseurs institutionnels d'acheter et de détenir des titres, l'absence de stratégies solides sur les marchés financiers, l'absence d'orientation stratégique cohérente en matière de réglementation, l'offre limitée de produits et la longueur des délais de règlement et de compensation. Parmi les interventions suggérées pour améliorer les liquidités, on peut citer les ateliers et programmes médiatiques et les forums de pairs, l'introduction de l'éducation en matière de Bourse dans les programmes d'enseignement supérieur et secondaire, l'officialisation des marchés alternatifs, l'introduction de directives appropriées en

matière de divulgation, la politique d'attribution au stade des introductions en Bourse et la promotion du respect du flottant.

Recommendations

17. Les recommandations suivantes ont été proposées pour améliorer la liquidité de marché :

- (a) Demander aux Bourses de mettre en place des solutions de gestion des risques pour les courtiers afin de renforcer leur activité ;
- (b) Exhorter en outre les bourses de valeurs à procéder à des examens annuels des actions inscrites à la cote officielle ou cotées en Bourse ;
- (c) Demander également aux bourses de valeurs d'envisager l'amélioration de la liquidité, comme la vente à découvert, le prêt et l'emprunt de titres ;
- (d) Encourager les bourses à accroître leur offre de produits et à lancer des programmes de sensibilisation du public ;
- (e) Faire appel aux Bourses pour tirer parti des progrès technologiques ;
- (f) Demander aux gouvernements de mettre en place des régimes fiscaux plus favorables pour soutenir les activités des Bourses ;
- (g) Encourager les bourses de valeurs à trouver un équilibre entre l'acheteur et le vendeur afin de promouvoir les liquidités sur les marchés ;
- (h)) Les organismes de réglementation et les bourses de valeurs devraient mettre en place une politique d'attribution afin d'aider les émetteurs à trouver un bon équilibre entre les investisseurs institutionnels et les investisseurs au détail lors des introductions en Bourse ; et
- (i) Les régulateurs devraient encourager les intermédiaires de marché à fournir des analyses de marché solides pour guider les investisseurs potentiels.

C.3. Intégration régionale

18. Le groupe de discussion sur l'intégration régionale a discuté de la manière de relier les Bourses africaines de manière organique. Il a présenté certains avantages clés de l'intégration régionale pour les marchés nationaux, les investisseurs et les intermédiaires, les émetteurs et les régulateurs. Parmi ces avantages, notons la facilitation de la croissance économique, les économies d'échelle, la possibilité d'avoir accès à un plus grand nombre d'investisseurs, la réduction des coûts de négociation et une répartition plus efficace du capital. Les différents types d'intégration ont été identifiés comme étant un marché entièrement intégré avec un accès virtuel unique, un accès sponsorisé et un accès direct au marché. Le groupe a proposé des processus sur la manière d'intégrer les marchés africains et mis en exergue certaines caractéristiques clés du projet AELP. Il a également présenté une vue d'ensemble du Conseil ouest africain d'intégration des marchés de capitaux (WACMIC) créé en 2013 par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de ses différentes phases.

19. Afin d'assurer une intégration réussie des marchés africains, le groupe a examiné certaines conditions de base, notamment la création d'un environnement favorable, l'alignement des réglementations et l'harmonisation des règles vers des pratiques meilleures, la modernisation des infrastructures pour faciliter la connectivité, la détermination d'une feuille de route claire avec des échéances et la mobilisation d'un soutien politique. Le groupe a également demandé le soutien de l'UA pour le renforcement des capacités, l'éducation financière et la promotion de la volonté politique.

Recommandations

20. A l'issue du débat qui a eu lieu, les participants à la réunion ont formulé les recommandations suivantes pour une intégration financière accélérée sur le continent :

- a) Demander à la CUA, en collaboration avec l'ASEA, d'œuvrer à l'établissement d'un marché africain intégré pour créer des économies d'échelle et mobiliser les ressources adéquates pour financer les programmes de développement de l'Afrique ;
- b) Inviter la Commission de l'UA à soutenir le renforcement des capacités et l'éducation en matière financière ;
- c) Appeler l'UA à fournir un soutien politique ;
- d) Exhorter les États membres à libéraliser leurs comptes de capitaux ;
- e) Demander aux régulateurs des États membres d'examiner les multiples restrictions applicables aux opérations des investisseurs institutionnels ; et
- f) Exhorter les bourses de valeurs à faciliter l'accès à l'information pour tous les participants au marché.

21. En conclusion, l'atelier a recommandé qu'une équipe spécialisée soit mise sur pied pour assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'atelier, en collaboration avec l'ASEA.

D. Adoption du rapport et des recommandations

22. Le rapport a été adopté avec des amendements.

E. Cérémonie de clôture

23. Dans son allocution de clôture, Mme Thapelo Moribame de la Bourse du Botswana a noté que l'Afrique était confrontée à de nombreux défis et que les bourses de valeurs étaient en mesure de mobiliser les ressources nécessaires pour financer le développement du continent. Elle a souligné qu'il incombait aux Bourses d'assurer la

mise en œuvre des recommandations émanant de l'Atelier. Elle a remercié la CUA pour avoir pris toutes les dispositions nécessaires à la tenue de l'atelier et les participants pour leurs débats fructueux. Elle a souhaité à tous un agréable voyage vers leurs destinations respectives.

24. Pour sa part, le Dr Dossina Yeo, statisticien principal à la CUA, a félicité les participants pour la richesse et la perspicacité de leurs interventions. Il a déclaré que l'atelier avait été une plate-forme de partage d'expériences et d'échange de bonnes pratiques. Il a ajouté qu'il s'agissait d'une collaboration continue pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063. Il a appelé les pays africains à utiliser les ressources considérables disponibles sur le continent pour financer leur propre développement. Il a souligné que la contribution des Bourses était essentielle à cet égard. En conclusion, il a remercié les autorités et la Bourse du Botswana pour avoir facilité la préparation de l'atelier.